

IDEES & DEBATS

Comment venir à bout de la « méritocratie héréditaire »

Dans une étude passionnante et argumentée, l'essayiste britannique David Goodhart s'interroge sur l'importance qu'ont pris les capacités cognitives et l'université dans nos sociétés au détriment des travailleurs qui ne sont pas passés par la fac.

LIVRES

Par Guillaume de Calignon

Le Covid-19 aura eu au moins un mérite, celui de dévoiler un fait largement occulté auparavant : ceux dont notre survie dépend – infirmières, caissières, agriculteurs, éboueurs... – sont non seulement les moins bien payés dans les sociétés occidentales mais aussi ceux qui jouissent d'un statut social moindre. Peut-on continuer à tout donner aux personnes douées d'une certaine intelligence – « *la tête* », selon David Goodhart – au détriment de ceux qui s'occupent de nous – « *le cœur* » – et des travailleurs manuels – « *la main* » ?

Ancien journaliste au « *Financial Times* » et essayiste à succès depuis son analyse du Brexit, vu comme un affrontement entre ceux qui vivent « *quelque part* » et ceux qui sont chez eux « *partout* », David Goodhart a l'art de poser les bonnes questions. Aujourd'hui, une seule et unique forme d'aptitudes humaines – la capacité cognitive analytique, soit le talent de réussir aux examens puis de brasser efficacement des données dans la vie professionnelle – est devenue l'étalon-or de la valeur humaine, explique-t-il dans son dernier ouvrage, très étayé. Il nous faut « *reconnaître qu'il n'existe pas une seule et unique échelle de valeurs* », selon lui.

Polarisation des emplois

Pour plusieurs raisons. D'abord parce que si l'intelligence est le seul déterminant du parcours social d'un individu, comme cette qualité est mal répartie au sein de la société, il va être particulièrement difficile d'atteindre l'idéal démocratique d'égalité entre les êtres humains. Ensuite parce qu'en misant tout sur l'université et ses diplômés, ceux qui n'y vont pas ont l'impression d'être les perdants, invisibles dans les médias et dans la politique puisqu'ils votent moins et ont quitté les partis. Et ce n'est pas qu'une vue de l'esprit. « *Un immense processus de tri s'est mis en place* » aboutissant à « *une unique élite commune passée par le même entonnoir de l'enseignement supérieur* », « *sincèrement convaincue de servir le bien commun* », explique l'essayiste. En 2010, deux ministres britanniques sur trois étaient diplômés des très sélectives universités d'Oxford ou de Cambridge. Pourquoi ? La mondialisation, le progrès technologique et la désindustrialisation ont alimenté une demande des entreprises pour des travailleurs intellectuels, ce qui a abouti à une polarisation des emplois. Et à une dépréciation des rémunérations des emplois de la classe moyenne.

Un échec

« *La méritocratie scinde nettement le monde entre gagnants et perdants du système éducatif* », résume Goodhart. Ce qui

a abouti à une forme d'hubris des premiers sur le thème « si j'en suis arrivé là, c'est que je le mérite ». Et les seconds doivent vivre avec le sentiment de leur infériorité. Les deux ont tort car, pour Goodhart, la « méritocratie » ne mérite plus son nom. C'est un échec, une idée d'ailleurs âprement discutée actuellement. Le professeur Daniel Markovits, à Yale aux Etats-Unis, l'a défendu dans un essai sorti l'an passé (« *The Meritocracy Trap* ») et plus près de chez nous, François Dubet et Marie Duru-Bellat.

Car le problème, c'est que la mobilité sociale « *ralentit dès lors que l'intelligence produit de l'intelligence* ». Une année dans une université de l'Ivy League aux Etats-Unis coûte 70.000 dollars et le revenu médian de la famille d'un étudiant à Harvard s'établit à environ 170.000 dollars par an. Les parents qui ont les moyens investissent dans l'éducation et ainsi se met en place une reproduction sociale, une « *méritocratie héréditaire* ». Bref, parvenir à une « *méritocratie juste est aussi difficile à atteindre qu'une classe dirigeante héréditaire juste parce que les avantages cognitifs sont tout aussi facilement transmissibles par l'éducation, les études et les gènes* », tranche Goodhart.

Or, la seule réponse apportée par les élites est justement d'augmenter le niveau scolaire de la population. Sans université, point de salut, pas de mobilité sociale, cette guerre de tous contre tous,

ni de hausse de la productivité. C'est finalement la question dérangeante de ce livre : la massification de l'enseignement supérieur doit-elle être poursuivie ? Pour Goodhart, la réponse est non. L'université pour tous n'a pas empêché le déclin des gains de productivité.

Immense frustration

Aujourd'hui, le diplôme est de moins en moins rentable. Au Royaume-Uni, cinq ans après leur sortie de l'université, 30 à 50 % des diplômés occupent des emplois de non-diplômés, ce qui ne peut entraîner qu'une immense frustration, la multiplication de mouvements du type « Nuit debout » et la radicalisation de partis de gauche comme le Labour ou La France insoumise.

Et maintenant ? La révolte populiste de ceux qui ne sont pas passés par la fac, des « brexiters » aux « gilets jaunes », pourrait changer les choses. Mais l'automatisation à venir, qui touchera aussi les cols blancs, pourrait bien faire basculer certains urbains diplômés et branchés dans le camp des perdants. Et notre fragile équilibre politique s'en trouverait alors sérieusement compromis. Un argument de plus pour fonder un nouveau compromis social, moins défavorable au « cœur » et à la « main ». Et plus durable. ■

*Toutes les équipes travaillent
désormais à distance
pour assurer la parution
de votre journal*



ESSAI

**La tête,
la main
et le cœur.
La lutte
pour la
dignité
et le statut
social au
XXI^e siècle**

de David Goodhart, *Les Arènes*,
471 pages, 20,50 euros.



Anthony Micallef/Huytham-Réa

Ceux dont notre survie dépend – infirmières, caissières, agriculteurs, éboueurs... – sont non seulement les moins bien payés mais aussi ceux qui jouissent d'un statut social moindre.